

I. Les sociétés en guerre

Comment les civils sont-ils impliqués dans la Première Guerre mondiale ?

a) Les civils acteurs de la guerre

1. La mobilisation de l'arrière

La Première Guerre mondiale est avant tout une guerre industrielle. Les États doivent organiser la production de plus en plus massive d'armes, et leur transport jusqu'au front. Ils passent commande aux industriels, comme Renault, Citroën ou Schneider en France, qui se reconvertissent dans l'armement. Ils font également venir des travailleurs des colonies et acheminent jusqu'au front la nourriture pour les combattants.

Les États ont besoin d'importants moyens pour financer l'effort de guerre. Ils augmentent les impôts et lancent de grands emprunts nationaux auprès de leur population. Les Alliés empruntent aussi auprès des États-Unis.

Les ingénieurs et les scientifiques inventent des armes toujours plus efficaces : les gaz toxiques, le lance-flamme, la mitrailleuse, les premiers tanks (en 1916). Ils font progresser l'artillerie, l'aviation et la marine (sous-marins). La médecine fait aussi de grands progrès pour soigner les blessés du front : nouveaux antiseptiques, amélioration de la transfusion sanguine, des greffes, de la chirurgie faciale, création de prothèses.

Pour maintenir le moral de l'arrière et garder le secret sur les opérations militaires, les États censurent la presse, contrôlent le courrier en provenance du front, diffusent de faux communiqués militaires, développent la propagande. Les civils, soumis à ce qu'on appelle alors le « bourrage de crâne », sont donc relativement ignorants de la situation sur le front.

2. Le nouveau rôle des femmes

En 1913, les femmes sont déjà nombreuses dans les usines. Mais à partir de 1914, elles remplacent les hommes dans les secteurs qu'ils occupaient comme l'industrie métallurgique et mécanique, puis l'industrie d'armement où on les surnomme les munitionnettes. Elles obtiennent des postes avec plus de responsabilités. Dans les campagnes, elles prennent en charge les exploitations agricoles. Certaines participent aussi à la guerre comme infirmières bénévoles à la Croix-Rouge, dans des unités de soin ou dans des ambulances sur le front (70 000 bénévoles en France en 1914). Marie Curie met au point les camions de radiologie qui permettent de radiographier les blessés sur le front (les « Petites Curies »). Enfin, des mairaines de guerre apportent un soutien psychologique à des soldats du front en leur écrivant des lettres et en leur envoyant des cadeaux.

Si les femmes obtiennent le droit de vote au Royaume-Uni (1918), en Allemagne (1918) et aux États-Unis (1920), en France elle doivent se contenter d'accéder plus facilement aux études supérieures. Dans les grandes villes, elles adoptent des modes de vie plus libres, s'habillent avec des robes plus courtes et se coiffent à la « garçonne ».

b) Les civils victimes de la guerre

1. Les souffrances des civils

Les civils ont beaucoup souffert de l'éloignement et de la mort de leurs parents partis au combat (600 000 veuves de guerre en France en 1918). Mais eux-mêmes ne sont pas à l'abri des combats.

VOCABULAIRE

Guerre totale : guerre au cours de laquelle l'État cherche à mobiliser non seulement les soldats mais aussi tous les moyens dont il dispose : industrie, finance, économie, science et donc l'ensemble de la société.

Génocide : terme inventé par le juriste polonais Raphael Lemkin en 1943 et créé à partir du grec *genos*, « race, peuple, groupe », et du verbe latin *caedere*, « tuer ». Adopté par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1945, il consiste donc en une élimination intentionnelle et programmée de populations civiles « dans l'intention de détruire, tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux » (Convention des Nations unies).

Munitionnettes : surnom donné aux femmes travaillant dans l'industrie d'armement pendant la Première Guerre mondiale.

Réquisition : opération par laquelle l'autorité exige une prestation d'activité ou la fourniture d'un bien.

Emprunt national : emprunt lancé par un État auprès de sa population afin de financer la guerre et de mobiliser l'ensemble de la société.

Les villes proches du front sont bombardées par l'artillerie allemande et l'aviation (en France, Reims, Lens...). À la fin de la guerre, des canons d'une portée de 130 km tirent sur Paris (les « Canons de Paris »). Les Allemands envoient aussi des zeppelins, puis des avions bombarder Londres et Paris en 1917 et 1918 : ils ne font que quelques centaines de morts mais terrifient les populations.

Les civils connaissent également les pénuries alimentaires, de charbon et de biens de première nécessité. Elles sont dues à la reconversion des industries en usines d'armement, à l'occupation de certaines régions productrices, au manque de main-d'œuvre. Les conditions de vie sont particulièrement difficiles en Allemagne où le blocus naval empêche toutes les importations maritimes.

La situation est critique dans les régions occupées en Belgique, au nord de la France, en Serbie... En plus des frais d'occupation, les civils subissent des réquisitions toujours plus nombreuses et les travaux forcés sur le front ou en Allemagne. Des femmes sont victimes de viols.

En 1917, de grandes grèves éclatent à l'arrière. Elles sont dues à la lassitude, aux faibles salaires alors que les prix augmentent, et à la longueur des semaines de travail. À Paris, la première grande grève est celle des « midinettes » (les couturières) en mai, qui demandent une augmentation de salaire. En France, on passe ainsi de 17 grèves en 1914 à plus de 700 grèves et 300 000 grévistes en 1917.

2. Le génocide arménien

Les Arméniens sont un peuple chrétien habitant l'est de l'Empire ottoman, le Caucase et la Perse. À la fin du XIXe siècle, après de nombreuses pertes territoriales, les Ottomans craignent que les Arméniens cherchent à leur tour à se détacher de l'Empire. En 1895-1896, le sultan Abdülhamid II fait massacrer par son armée près de 200 000 Arméniens. En 1909, un nouveau massacre commis par les Turcs fait plus 30 000 morts à Adana et dans ses environs.

Les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès (CUP) s'emparent du pouvoir en 1908. Ils sont nationalistes et partisans de la turquification de l'Anatolie, c'est-à-dire de son homogénéité ethnique (turque) et religieuse (l'islam). La Première Guerre mondiale leur donne l'occasion de mettre en œuvre leur projet de « purification ». Après les premières défaites contre la Russie, le gouvernement Jeunes-Turcs, dirigé par Talaat Pacha, Enver Pacha et Djemal Pacha, accuse les Arméniens d'en être responsables et organise leur extermination en 1915. Les hommes sont presque tous exécutés près des villes et des villages. Les femmes et les enfants sont massacrés durant les longues marches qui les conduisent vers les camps de concentration du désert syrien (camp de Deir-ez-Zor). Les deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman disparaissent (environ 1,3 million de personnes sur 2 millions). Les rescapés quittent le pays à partir de 1915, formant la diaspora arménienne.

Dès le 24 mai 1915, les pays de l'Entente condamnent ce « crime contre l'humanité ». Après la guerre, les responsables sont jugés et condamnés par le nouveau gouvernement turc mais, en 1923, Mustapha Kemal amnistie tous les crimes commis pendant le conflit. La qualification de génocide, rejetée par la Turquie, est reconnue par le Parlement européen en 1987 et par la France en 2001.